

MEMORANDUM DES REFUGIES TUTSIS CONGOLAIS DU RWANDA

- Au Bureau du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU ;
- Au Bureau du Haut-Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés ;

Tous à Genève.

- Au Représentant du Secrétaire Général de l'ONU pour la Région des Grands-Lacs, Monsieur Haung Xia ;
- A l'Envoyé Spécial de l'Union Africaine pour la Région des Grands-Lacs ;
- A l'Envoyé Spécial de l'Union Européenne pour la Région des Grands-Lacs ; Monsieur Bernard Quintin ;
- A l'Envoyé Spécial Du Roi de la Belgique pour la Région pour la Région des Grands-Lacs ; Monsieur Stéphane Doppagne;
- A l'Envoyé Spécial des USA pour la Région pour la Région des Grands-Lacs, Monsieur Dr. J. Peter Pham ;
- Au Facilitateur du processus de paix de Nairobi, Monsieur Uhuru Kenyatta ;

Tous à Nairobi, Kenya.

- Au Représentant du Haut-Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés, Monsieur Ndèye Aissatou Masseck Ndiaye
- A la Secrétaire Générale de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

à Kigali au RWANDA.

- Au Représentant du Haut-Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés

à Kampala, Uganda

- Au l'Envoyé Spécial de l'Union Européenne pour la région des Grands-Lacs, Monsieur Johan Borgstam.

à Bruxelles, Belgique

Mesdames et Messieurs ;

Distingués invités ;

Représentants des Nations Unies, de l'Union Africaine, et l'Union Européenne ;

Chers Ambassadeurs des pays différents ;

Représentants du Gouvernement du Rwanda ; présents ici.

« Nous nous souvenons : lutter pour la justice, les droits et le rapatriement »

Aujourd'hui, nous ne sommes pas réunis simplement pour pleurer.

Nous sommes rassemblés pour ici nous souvenir, pour témoigner, et pour refuser l'oubli. Nous nous souvenons de celles et ceux, pères, mères, enfants, frères et sœurs qui furent massacrés non pas par hasard, mais de façon ciblée, du fait qu'ils soient uniquement des Tutsis congolais réfugiés à Mudende au Rwanda, Gatumba au Burundi, et d'autres à Mushaki, Kamina, Kisangani, Kinshasa, Lubumbashi et dans tant d'autres localités de la République Démocratique du Congo Comme Ngungu et Mokoto en territoire de Masisi au Nord Kivu.

Ce n'étaient pas des « dommages collatéraux » de guerre. Ça constituaient des crimes contre l'humanité, et dans le cas d'espèces du crime de génocide, nourris de haine, orchestrés par des discours d'exclusion, motivés par l'intention d'exterminer toute une communauté en raison de son faciès et/ou son appartenance ethnique.

Ces atrocités ne sont pas isolées. Elles s'inscrivent dans une histoire longue et tragique de persécution :

De 1962 à 1994, la « guerre de Kanyarwanda » avait pour but d'éliminer les communautés tutsies. Puis sont venues d'autres campagnes : Shenge-Hunde, Kyaghanda-Nande, Magrivi-Hutu, les combattants ou les bangilima.

Il faut rappeler qu'en 1964, en raison de leur faciès, et langue, plus de 1000 tutsis congolais furent massacrés à Kirotshé par des milices coalisées soutenues par des segments du pouvoir.

De même, en 1993 avec l'apparition des milices bangilima, soutenues toujours par le pouvoir Zaïrois des milliers des tutsis avaient été tués, leurs troupeaux abattus, et d'autres pillés systématiquement suivi d'un incendie et destruction de toutes leurs habitations dans les territoires de Masisi, Walikale, et Lubero.

- En 1994, lorsque les ex-FAR et les interahamwes, auteurs du génocide contre les Tutsis au Rwanda, ont franchi la frontière vers la RDC, ils ont continué ce projet exterminateur, en ciblant les tutsis congolais, et tous ceux qui ont leur faciès, forçant des milliers des tutsis congolais à l'exil, dans les pays voisins de la RDC, notamment ceux qui vous témoignent ici présents, en sont le fruit de cette idéologie génocidaire, laquelle continue d'être jusqu'à aujourd'hui par notre Gouvernement, la RDC, à travers les milices wazalendo mixés aux FDLR, et l'impunité que bénéficie les auteurs des discours de haine Anti-tutsis, notamment les officiels militaires et politiques congolais, comme le Général Ekenge des FARDC, Muhindo Nzangi, Justin Bitakwaira, Julien Paluku Kahongya, Eliezer Ntambwe, Otto Bahizi, Justin Ndayishimiye, et quelques acteurs de la société civile, notamment des mouvements citoyens LUCHA RDC, FILIMBI, VERANDA MUTSHANGA, et etc.
- En 1995, à Monastère de Mukoto, Ngungu, à Masisi, Bwisha, et Bwito à Rutshuru, le sang a encore coulé. Des centaines des tutsis congolais y étaient massacrés par des interahamwes, ex-Far, aujourd'hui, sous le label FDLR, en complicité avec les ex-FAZ (l'armée zairoise), aujourd'hui les FARDC.

- De 1997 à 2004, les meurtres ont atteint Kamina, Kisangani, Kinshasa, Mbuji-Mayi, Goma :

*En 1997, à Mudende, au Rwanda, dans un seul camp de réfugiés, 327 Tutsis congolais ont été massacrés en une seule nuit par des Interahamwe, ex-FAR, facilités par les ex-FAZ.

*En 2004, Gatumba, au Burundi, est devenu un autre nom maudit dans la mémoire de notre peuple après le massacre de 166 personnes ciblées et massacrées à cause de leur identité ethnique, des Tutsis ou des Banyamulenges.

Ces endroits cités de Mudende et Gatumba ne sont pas de simples lieux. Ce sont des blessures ouvertes. Des familles entières ont disparu. Des générations brisées. Des survivants vivent avec des cicatrices visibles et invisibles, que le temps ne parvient pas à refermer.

Et pourtant combien de ces bourreaux vivent encore libres ? Combien prennent la parole dans des forums internationaux ? Combien sont confortablement installés dans les institutions de la RDC et du Burundi, alors que leurs mains sont encore couvertes de sang des Tutsis congolais ?

Lorsque les auteurs des discours de haine contre les tutsis en RDC se filment, ou posent des photos avec le Président de la RDC, et des ministres du Gouvernement congolais, en les encourageant de leur travail d'incitation à la haine contre les tutsis, ou lorsque les seigneurs de guerre auteurs des attaques systématiques contre les tutsis sont reçus à la présidence de la RDC en les qualifiant des « patriotes », il y a lieu de vous alerter que « la haine contre les tutsis en RDC est devenu un projet politique en RDC » qui aide à mobiliser des milices, ou l'ensemble d'institutions congolaises, et d'autres de la région, comme celles du Burundi à faire les « Tutsis congolais, une cible permanente à combattre par toutes les formes ».

Ici dans ce camp de Kiziba, tout comme d'autres de la région, nous n'y avons pas uniquement des réfugiés congolais tutsis ayant fui vers les années 1994, mais d'autres y sont venus franchement fuyant des attaques meurtrières des Wazalendo, les FDLR, en coalition avec des FARDC, les Forces armées Burundaises, et la SADC comme les déplacés dans le site de transit de Nkamira.

Nous ne croyions pas qu'à ce siècle, nous pourrions assister aux actes de cannibalisme, désespérément, les tutsis congolais en RDC, ils sont lynchés, brûlés et cannibalisés par des milices Wazalendo, soutenus par les Gouvernements congolais et celui du Burundi.

De tels actes ne devraient pas uniquement choquer la conscience de l'humanité, mais devraient appeler chacun à agir pour dire, et ça suffit. Nous ne devons pas faire « Never Again », uniquement un slogan, mais il devrait se faire vivre dans le quotidien des « victimes tutsies congolaises », après le génocide de 1994 au Rwanda.

Nous appelons l'Organisation des Nations Unies, l'Union Africaine, l'Union Européenne, les Etats-Unis, et les institutions internationales de droits humains à prendre une position claire pas seulement en paroles, mais en actes. Car la justice différée est une justice refusée. Et lorsqu'on protège les bourreaux, on blesse une seconde fois les victimes.

Nous élevons aussi nos voix pour les réfugiés tutsis congolais qui vivent dans l'exil depuis des décennies ici au Rwanda, en Ouganda, au Kenya et ailleurs. Ils méritent bien plus que l'oubli. Ils méritent la justice, le droit au retour, et la restauration de leur dignité.

Aujourd'hui encore, des milliers d'entre eux vivent dans la précarité :

- À peine 5 000 francs rwandais par mois par tête pour ceux qui ont des enfants ;
- 3000 francs pour des adultes sans emploi ;
- Des écoles débordées, des accès à l'université limités, des soins médicaux inaccessibles.

Ces conditions ne sont pas simplement une question humanitaire. Elles sont une question de dignité. Elles sont une question de droits. « Là où la justice est absente, la paix n'est qu'un mirage. Et là où la compassion est absente, l'humanité s'effondre. ». Dit-on

La Solidarité n'est pas une charité. C'est la reconnaissance que l'autre est mon miroir : « Sa souffrance m'oblige. Son exil me concerne. Son avenir est notre responsabilité. »

En ce jour de mémoire, nous ne demandons pas de pitié. Nous réclamons la reconnaissance, la justice et la compassion active. Et nous appelons tous les partenaires à se joindre à cet engagement moral et historique pour l'humanité, pour la dignité des tutsis congolais.

Depuis janvier 2025, plusieurs régions du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, désormais sous le contrôle relatif de l'AFC/M23, ont connu une stabilisation partielle. Toutefois, cette accalmie reste constamment menacée par les incursions régulières des groupes armés Wazalendo et des FDLR, agissant sous l'appui tacite des forces gouvernementales congolaises.

Ces groupes s'en prennent non seulement à quelques membres de la communauté tutsie congolaise ayant regagné leurs villages, mais aussi à ceux issus d'autres communautés, coupables d'avoir accepté de cohabiter pacifiquement avec les Tutsis. Les attaques de Tambi, Kizimba et Kalehe en mars, mai et juin 2025 en témoignent. Elles révèlent un programme systématique de chasse à l'homme, enraciné dans une haine identitaire qui dure depuis la guerre dite "Kanyarwanda" des années 1960.

« Quand la haine devient loi, l'humanité chancelle et la justice abdique. »

Les récentes exactions vont bien au-delà de la simple violence armée. On assiste à des lynchages publics, des actes de cannibalisme, des arrestations massives de plus de 300 tutsis congolais, détenus dans des conditions inhumaines dans les différents cachots et prisons en RDC, uniquement en raison de leur identité ethnique. Leurs cheptels en payent le prix.

A l'instant, plus de 500.000 de têtes des bovins sont déjà disparues. Certaines abattues, d'autres coupées les tendons, et plusieurs pillées par les Wazalendo, FDLR, FARDC, FNDB et être vendues dans les marches publics sous l'œil des autorités de l'Etat, qui en perçoivent même des taxes.

Ces actes s'inscrivent dans un contexte marqué par la diffusion croissante de discours de haine visant les Tutsis, utilisés comme instruments de mobilisation politique et militaire.

Des responsables politiques, certains acteurs de la société civile, des mouvements citoyens, des milices Wazalendo, des combattants des FDLR, des éléments des FARDC, des Forces de défense nationales du Burundi (FNDB), ainsi que des représentants de l'Etat, ont, à différents niveaux, relayé des discours de stigmatisation de la communauté tutsie congolaise, au nom de la défense de l'intégrité territoriale

de la République démocratique du Congo.

Les émissions intitulées « Congolais Telema », diffusées sur la Radio-Télévision nationale congolaise (RTNC), qui contribuent à la propagation de messages hostiles à l'égard des Tutsis. Ces programmes diffusent des propos assimilant, de manière généralisée, les Tutsi à des intérêts étrangers, alimentant ainsi un climat de suspicion, de discrimination et d'hostilité.

Cette rhétorique rappelle, par certains aspects, le rôle qu'avait joué la Radio-Télévision Libre des Mille Collines (RTL) au Rwanda avant et pendant le génocide perpétré contre les Tutsis en 1994, en raison de l'utilisation des médias pour diffuser des messages de haine, de stigmatisation et de déshumanisation.

À titre d'exemple, un général des FARDC, ex. porte-parole des FARDC du nom du General Sylvain EKENGE est intervenu dans l'une de ces émissions en qualifiant publiquement les femmes tutsies de « perfides », un propos qui contribue à essentialiser et à stigmatiser une catégorie de personnes sur la seule base de leur appartenance ethnique.

« Ce n'est pas la différence qui tue, mais l'idéologie qui apprend à en faire une menace. ». Dit-on

Alors que l'ONU, après le génocide contre des Tutsis de 1994 au Rwanda, avait adopté le serment du "Plus jamais ça", il est légitime de se demander à quoi sert la MONUSCO lorsque, non seulement elle reste passive face aux crimes documentés, mais elle soutient une armée intégrant les FDLR et les milices Wazalendo, auteurs mêmes des violences contre les Tutsis congolais ?

En janvier 2023, à SHANGI, dans le territoire de Masisi, un acte d'une brutalité indicible a été commis. Madame UWERA Grace a été capturée, décapitée par les éléments des FDLR et des Nyatura. Avant de l'assassiner, ses bourreaux lui ont tranché les seins et mutilé les parties génitales, justifiant cette cruauté par la volonté de l'empêcher de donner naissance à un enfant tutsi.

Cette mère de famille a laissé derrière elle deux enfants aujourd'hui réfugiés à Mahama, au Rwanda, pris en charge tant bien que mal par leur grand-mère, démunie de toute ressource pour assurer leur survie et leur avenir.

D'autres jeunes hommes tutsis congolais ont été enlevés dans des fermes, mutilés eux aussi de manière ciblée. Leurs parties génitales sectionnées toujours sous le même prétexte : Les empêcher de procréer, d'engendrer la vie au sein de leur communauté. Fait d'autant plus alarmant, ces atrocités ont été commises parfois en présence ou avec la passivité des éléments des FARDC, qui n'ont ni protégé les victimes, ni empêché les crimes.

Ces actes ne relèvent pas de simples violences de guerre, mais traduisent une idéologie génocidaire active, nourrie par une haine ethnique profonde à l'encontre des Tutsis congolais.

Ici, à Kiziba, comme ailleurs, chaque rescapé porte en lui un récit de souffrance : S'il n'en a pas été lui-même victime directe, il a vu un proche y succomber.

En octobre 2023, l'attaque meurtrière contre le village de Nturo à Masisi par des Tutsis congolais rentrés depuis 2006-2007, en est l'illustration aussi parfaite.

Pendant trois jours, les FDLR, Wazalendo, FARDC et troupes burundaises ont incendié le village de

Nturo, y tuant des civils tutsis congolais innocents, d'autres enlevés, portés disparus jusqu' à ce moment, des vaches abattues, et d'autres pillées, sans que la MONUSCO intervienne, malgré les alertes répétées de la communauté tutsie congolaise.

La mémoire de ces crimes doit interpeller. Elle exige justice, reconnaissance et action. Se taire, c'est devenir complice d'une logique d'extermination qui, aujourd'hui encore, continue à se perpétuer en silence.

Alors que des milliards de dollars sont investis chaque année pour entretenir les réfugiés dans les camps depuis maintenant 31 ans, ceux-ci vivent avec à peine 3 000 francs rwandais par mois, dans une pauvreté chronique.

Pendant ce temps, l'ONU via sa mission en RDC, la MONUSCO, continue d'appuyer les FARDC, qui collaborent avec les bourreaux (FDLR et Wazalendo) des réfugiés.

« Aucune personne n'est née pour vivre, grandir et mourir dans un camp de réfugiés. ». Nous disons.

Cette logique de gestion prolongée des camps comme réponse durable à un problème politique et sécuritaire est une injustice structurelle. Elle conforte l'idée que certains peuples sont destinés à l'errance éternelle, pendant que d'autres construisent leur avenir sur les ruines de leur exil.

Le moment est venu d'en finir avec l'illusion de la solution humanitaire prolongée, et de lancer un processus sincère, structuré et sécurisé de retour volontaire des réfugiés tutsis congolais, dans la dignité par :

L'établissement d'un programme de retour coordonné et surveillé par la communauté internationale, en collaboration avec le gouvernement congolais, mais en excluant les acteurs impliqués dans les exactions contre les Tutsis congolais ; Protection internationale des minorités ethniques en RDC, avec sanctions ciblées contre les responsables des discours et actes de haine; Réforme profonde de la MONUSCO pour qu'elle cesse d'appuyer une armée inféodée aux milices anti-tutsies via l'armée congolaise; Mise en place de mécanismes de justice transitionnelle, pour garantir la reconnaissance des crimes commis et la non-répétition.

« Aucune paix durable ne peut naître sur des charniers ni s'ériger sur l'injustice. »

Nous remercions les gouvernements du Rwanda, d'Ouganda, du Kenya, de Tanzanie et d'autres pays pour leur hospitalité face à la détresse de ceux qui fuient. Nous saluons le HCR et les ONG humanitaires pour leur soutien indéfectible. Le temps est venu de rompre avec l'hypocrisie des aides sans solution.

Le véritable soutien n'est plus dans les rations alimentaires ni dans les tentes des camps des réfugiés ; il est dans la restitution de notre droit au sol, à la dignité et à la sécurité dans notre propre pays, la RDC.

Notre message à la communauté internationale :

- Renforcer les capacités des efforts de paix entre les belligérants entre l'AFC/M23 à travers les accords de Doha/Qatar et de Washingtons entre le Rwanda la RDC surtout au point de la neutralisation des miliciens FDLR et les autres miliciens Wazalendo qui veulent exterminer les Tutsis de la RDC.
- Que la Monusco, à travers les programmes de sécurisation, puissent encourager le processus de rapatriement des réfugiés Congolais à travers les accords tripartites entre le HCR, le Rwanda et la RDC.

- Au gouvernement de Kinshasa, de bien assumer ses responsabilités à bien gouverner, et non toujours désigner un bouc émissaire ou bien un ennemi intérieur pour masquer l'échec de l'État en garantissant à chaque citoyen, sans distinction de tribu ou d'ethnie, la sécurité et la dignité. L'histoire jugera, mais le peuple tutsi congolais, comme tout autre peuple, mérite de vivre libre et en paix sur la terre de ses ancêtres.

En conclusions, au nom de tous les refugies congolais installés au Rwanda dans les 5 camps de Réfugiés de Kiziba, Mahama, Nyabiheke, Ngarama et Mugombwa, nous souhaitons revenir chez nous, reconstruire nos villages, et contribuer au développement de la RDC. Nous sollicitons la contribution de la communauté internationale de nous accompagner pour notre retour dans notre pays, la RDC, la terre de nos ancêtres.

Nous vous remercions.

Fait à Kiziba, Rwanda le 31 juillet 2026

Les représentant des refugies vivant au Rwanda :

Noms et prénoms : **TURENGE BIRIKO Prospère**

Camps des réfugiés : **MAHAMA**

Signature : 

Noms et prénoms : **MANIRAGABA Bosco**

Camps des réfugiés : **NYABIHEKE**

Signature : 

Noms et Prénoms : **NSENGAMUNGU Abel**

Camps des réfugiés : **KIZIBA**

Signature : 

Noms et prénoms : **MUNYAKARAMBI SEBUTOZI Edson**

Camps des réfugiés : **KIGEME**

Signature : 

Noms et prénoms : **RWAGOSORA Aimé**

Camps des réfugiés : **MUGOMBWA**

Signature : 